



(Alors que, depuis deux ans, au moins 300 civils ont péri dans les violences perpétrées par les djihadistes, le chef de l'État a reconnu pour la première fois que le retour à l'ordre avait pris du retard. Dans le nord du pays, deux attaques distinctes ont fait douze victimes lundi 23 septembre.)

BURUNDI :

Burundi: des étudiants congolais en grève après l'expulsion d'une trentaine d'entre eux
24 septembre 2019/Belga

Les étudiants congolais de l'Université Espoir d'Afrique de Bujumbura ont entamé lundi un mouvement de grève pour protester contre l'expulsion d'une trentaine d'entre eux par les autorités burundaises la semaine dernière, a indiqué leur association, citée par des médias locaux. La police burundaise a arrêté mercredi dernier une trentaine d'étudiants congolais. Ils ont été détenus pendant plusieurs heures avant d'être expulsés du Burundi le même jour, sans ménagement, selon le site d'information BurundiDaily.

« Ils sont jetés à la frontière par des camions de police dans lesquels ils sont entassés comme des sardines, comme des criminels sous une humiliation totale », a précisé ce site.

Il leur est reproché, selon le média en ligne congolais 7sur7.cd, d'être des « résidents irréguliers », n'ayant pas de visa d'établissement pour études. Pour la police burundaise, les autorisations spéciales de circulation émises dans le cadre de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL, qui rassemble la République démocratique du Congo, le Rwanda et le Rwanda) que plusieurs étudiants congolais présentent « ne sont pas suffisantes », précise ce site.

Le président de la Communauté des Étudiants Congolais de l'Université Espoir d'Afrique (Cecueab), Amani Nyakalundi, a demandé, dans un communiqué publié samedi, à ses compatriotes de ne pas se présenter aux cours lundi en guise de protestation contre l'expulsion des leurs camarades.

Selon la Ceculab, la mesure de grève concerne toutes les communautés congolaises de toutes les universités de Bujumbura.

RWANDA :

Rwanda: la police annonce des arrestations après l'assassinat d'un opposant

Par RFI/le 26-09-2019

La police rwandaise affirme avoir arrêté deux suspects dans l'affaire de l'assassinat de Syridio Dusabumuremyi. Le coordinateur national du FDU, parti de l'opposante Victoire Ingabire, a été tué lundi soir, le 23 septembre, dans le restaurant où il travaillait. C'est la quatrième disparition d'un membre de ce parti en un an, le deuxième assassinat avéré depuis janvier.

Au Rwanda, après l'assassinat en début de semaine de l'opposant Syridio Dusabumuremyi, coordinateur national des FDU, la police annonce des arrestations.

« Les investigations ont commencé. Les personnes ont été arrêtées. Nous sommes toujours en investigation. Ce que je confirme, c'est que nous avons commencé les investigations sur le cas et nous allons continuer à faire la collecte des informations. Nous allons continuer jusqu'à établir ceux qui l'ont tué », assure Modeste Mbabazi, le porte-parole du bureau rwandais d'investigation en charge de cette enquête.

« Personne ne veut discuter des abus contre les droits de l'homme »

Pour l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch, il faut que les autorités rwandaises mettent un terme à l'impunité autour cette série d'assassinats à caractère politique. Cela fait des années que des détracteurs du régime sont tués ou portés disparus au Rwanda, sans que cela ne suscite d'indignation de la communauté internationale. Ce que redoute HRW, c'est que cette question ne soit même pas évoquée à New York, alors que le président rwandais est reçu en grande pompe à l'Assemblée générale des Nations unies.

« Il n'y a pas volonté de discuter de l'espace politique au Rwanda ni des tueries contre les opposants, estime Lewis Mudge, le directeur pour l'Afrique centrale chez Human Rights Watch. Si l'ONU, si les partenaires veulent avoir une relation durable avec le Rwanda, nous pensons à HRW qu'il est très important qu'au niveau des bases il y ait un minimum de respect des droits de l'homme. Et au Rwanda, il n'y a pas d'espace politique, il n'y a pas d'espace pour critiquer le gouvernement. Si tu critiques et si tu es lié aux groupes qui critiquent, tu risques d'être porté disparu ou bien d'être tué. Donc pour nous, c'est quelque chose qui doit être souligné avec le président. Aujourd'hui, à New York, personne ne veut discuter de choses un peu difficiles avec lui. Cela veut dire que personne ne veut discuter des abus contre les droits de l'homme », conclut Lewis Mudge.

RDC CONGO :

RDC: la police invitée à présenter un « visage humain »

26 septembre 2019/AFP

Le ministre congolais de l'Intérieur, Gilbert Kankonde Malamba, a exhorté mercredi les agents de police à donner un « visage humain » à ce corps régulièrement accusé de répression et décrié par les défenseurs des droits humains en République démocratique du Congo (RDC). « Je vous exhorte à privilégier l'éducation du citoyen à la répression, le dialogue à la brutalité » afin « de donner un visage humain à la police nationale congolaise », a-t-il déclaré lors d'une cérémonie officielle à Kinshasa.

La présence des forces de l'ordre « devrait davantage rassurer les citoyens plutôt que de représenter une menace », a dit M. Kankonde devant des officiers et agents de police.

Les organisations de défense des droits humains dénoncent régulièrement certains agissements de la police en RDC: répression des manifestations et arrestations arbitraires notamment.

Ces agissements avaient été systématiquement signalés vers la fin du régime de l'ex-président Joseph Kabila, entre 2015 et fin 2018, dans un contexte politique très tendu lié à la prolongation de son dernier mandat. La situation s'est détendue après la présidentielle du 30 décembre dernier, remportée par Félix Tshisekedi.

Aujourd'hui, « nous devons tous nous engager désormais à mettre fin à ces pratiques » afin de tendre vers un « État de droit qui conduise à la paix, à la sécurité, au bien-être social de nos populations », a ajouté M. Kankonde. « J'insiste sur la discipline au sein de la police nationale congolaise, (...) le policier n'est pas l'ennemi de la population ».

Le ministre de l'intérieur a promis de « mettre un terme à tout comportement de type criminel et à toutes les tracasseries auxquelles se livrent assez souvent nos agents de l'ordre ».

Mardi, le mouvement prodémocratie Lutte pour le changement (Lucha) avait dénoncé la répression de ses « manifestations pacifiques » dans les villes de Butembo, Bukavu (est) et Matadi (sud-ouest). Quatre personnes au moins avaient été arrêtées.

Le président Tshisekedi a promis de faire du respect des droits humains en RDC l'une des priorités de son mandat.

UGANDA :

Uganda wins international aviation award in air safety

25th September 2019/newvision.co.ug

Uganda scored 81.8% in the audit which was conducted in 2017. This was way above the global average of 73% and the African and Indian Ocean (APII) states average of 58% according to ICAO.

AVIATION

KAMPALA - Staff at Uganda Civil Aviation Authority (UCAA) are in a celebratory mood after the entity bagged a prestigious aviation award for Uganda.

The accolade came after Uganda performed outstandingly in the Universal Security Audit

Programme conducted by the International Civil Aviation Organisation (ICAO).

Uganda received the accolade at a special ceremony held in Montreal in Canada on September 24.

“I am pleased to inform you that in recognition of your State’s progress in resolving aviation security oversight deficiencies and improving the effective implementation of applicable ICAO standards and recommended practices (SARPS), your State (Uganda) has been selected to receive an ICAO council president certificate in Aviation industry. The eligibility criteria used for this recognition are objective and transparent and are based on the results of the ICAO Universal Security Audit Programme –Continuous Monitoring Approach (USAP CMA) activities,” said the ICAO council president Dr. Bernard Olumuyiwa.

Uganda scored 81.8% in the audit which was conducted in 2017. This was way above the global average of 73% and the African and Indian Ocean (APII) states average of 58% according to ICAO.

According to Vianney Luggya, the UCAA spokesperson, the Minister of State Transport Aggrey Bagire, who was accompanied by UCAA staff, including Eng. Edward Ndawula (Board chairman) and Prof. David Kakuba (Director General) flew to Montreal to receive the award for Uganda.

About ICAO

The International Civil Aviation Organization (ICAO) is a United Nations specialised agency, established by States in 1944 to manage the administration and governance of the Convention on International Civil Aviation (Chicago Convention).

ICAO works with the Convention’s 193 Member States (including Uganda) and industry groups to reach consensus on international civil aviation Standards and Recommended Practices (SARPs) and policies in support of a safe, efficient, secure, economically sustainable and environmentally responsible civil aviation sector.

SARPs and policies are used by ICAO member states to ensure that their local civil aviation operations and regulations conform to global norms.

The norms permit more than 100,000 daily flights in aviation’s global network to operate safely and reliably in every region of the world, according to the agency’s website.

ICAO also coordinates assistance and capacity building for States in support of numerous aviation development objectives; produces global plans to coordinate multilateral strategic progress for safety and air navigation; monitors and reports on numerous air transport sector performance metrics; and audits States’ civil aviation oversight capabilities in the areas of safety and security.

Impasse on Uganda’s oil sector short-lived, says Museveni

Thursday September 26 2019/monitor.co.ug

President Museveni has said he is in touch with the executives of oil companies and was expected to meet with them at the UN General Assembly to discuss the current impasse in the sector and chart a way forward.

Mr Museveni, who was speaking at the 5th oil and gas summit at Serena Hotel in Kampala on Wednesday evening, said he “expected to resolve their issues.”

“I was supposed to meet them in New York but I had more important issues to do here. We shall resolve their issues,” Mr Museveni told delegates, indicating he would be meeting them soon.

This is the first time Mr Museveni is publicly speaking about the companies since the collapse of the deal where Tullow Oil was expected to sell part of its interests in the Albertine Graben to Total E&P and China National Offshore Oil Company (CNOOC).

The deal fell apart after the two-year grace period for negotiations expired. The companies failed to agree with the government on tax and how much money must be counted as recoverable costs.

Tullow was expected to transfer 21 per cent of its 33.3 per cent in Kingfisher Blocks to Total and CNOOC. Had the deal been completed, it was expected to pave way for the conclusion of the Final Investment Decision (FID). This would mean that projects like the oil pipeline and the refinery would kick-off.

After the collapse of the deal, Total E&P suspended technical activities on the pipeline and laid off a number of staffs. CNOOC too laid off some staff. But technocrats from companies and politicians went behind the scenes to push for the reopening of the talks for the oil companies to conclude the deal.

At Serena, Mr Museveni said he had “already squeezed oil companies quite reasonably” and no one was going to see the mistakes that countries started producing oil earlier made being repeated here. This could be a hint to the fact that government must relax its stance on tax to let the deal go through.

“Coming late [to production] is also good because you find when other people have made mistakes and you benefit from them by not repeating the same mistakes,” Mr Museveni said.

Ms Irene Muloni, the minister of energy, said the summit would allow Uganda to highlight the opportunities around the 2nd round of licensing that the country announced in May. The country has called for bids for the new blocks for oil exploration.

Uganda currently has confirmed 6.5 billion barrels of oil with about 1.4 billion – 1.7 billion barrels commercially viable. Actual production is expected in 2023.

SOUTH AFRICA :

Royal baby Archie meets South Africa's Archbishop Tutu
trtworld.com/26092019

The family touched down in Cape Town for a 10-day trip in South Africa and other countries in the region. They visited charities conservation and HIV prevention projects.

The Duke and Duchess of Sussex on Wednesday took their four-month-old son Archie to meet Desmond Tutu in Cape Town, the royal baby's first public outing since his birth in May.

To the delight of royal-watchers, Prince Harry and Meghan Markle walked into the Desmond & Leah Tutu Legacy Foundation carrying a smiley Archie in blue dungarees.

The family touched down in Cape Town on Monday for a 10-day trip in South Africa and other countries in the region.

Both parents have hit the ground running – speaking up for victims of gender violence, delving into local history and visiting charities that support poor children and disadvantaged youth.

But little Archie had yet to make an appearance until he was taken for tea with one of South Africa's iconic anti-apartheid figures.

Archbishop Tutu and his wife Leah came out to greet the trio as they arrived, and Tutu kissed the baby's forehead.

In a video posted on Twitter by journalists attending the event, Meghan bounced Archie on her lap as he made faces at the elderly couple.

They all laughed at Archie's expressions.

"You like the ladies better," joked Leah.

"I think he knows exactly what's going on," said Harry.

The adults shared an assortment of pastries decorated with the words "peace", "freedom" and "enough is enough" in reference to protests against gender violence that took place this month.

Archie had a special heart-shaped biscuit with his name written on it.

Tutu told the couple they were "adored" by South Africans.

"It's heartwarming," Meghan replied.

Harry last met Tutu in 2015, when he presented the archbishop with an honour in recognition for his services to UK communities and international peace.

Tutu was awarded a Nobel prize in 1984 for his unflinching opposition to the policies of apartheid – a white-supremacist regime that dominated South Africa until 1994.

The foundation, launched in 2013, focuses on youth leadership and social justice.

'Mentor mothers'

The prince separated from his family later on Wednesday to travel to Botswana, Angola and Malawi.

He will visit conservation and HIV prevention projects, and a cleared minefield in Angola through which his late mother Princess Diana famously crossed in 1997.

Meanwhile, Meghan joined a panel on empowering the next generation of female entrepreneurs that took place in Africa's oldest tech incubator.

She then visited an organisation that trains HIV-positive women to become community health workers known as "mentor mothers".

"My friends and I just brought some little things. It's so important to be able to share from our families to yours," said Meghan, handing a bag filled with baby clothes.

TANZANIA :

WHO and Tanzania angry at each other over Ebola

September 26, 2019//miragenews.com

The World Health Organisation has urged Tanzania to share information about suspected Ebola cases, suggesting the East African nation was not being completely transparent about the deadly virus.

Early in September, WHO received what it described as unofficial reports of an Ebola death in the Tanzanian capital Dar es Salaam. But the Organisation says it had received no information through official channels.

On September 14, the Tanzanian government made a statement saying there was no Ebola outbreak in the country, but added that it had investigated two recent cases of unknown illnesses – stressing that they were not cases of Ebola.

In an unusual move, WHO issued a statement calling for full transparency over the issue, and suggested there were multiple suspected cases in the country.

WHO rebuked the Tanzanian government for withholding pathology samples for independent testing.

Spokeswoman Fadela Chaib said despite repeated requests, WHO had not received any further details about the suspected Ebola death from Tanzanian authorities.

Tanzania retaliated on September 24 by summoning WHO's local representative over its assertion that the government refused to share information.

Government spokesman Hassan Abbasi said WHO's country representative Tigist Ketsela Mengestu was summoned by Deputy Foreign Affairs Minister Damas Ndumbaro.

"The representative insisted that the WHO has not declared that there is Ebola in Tanzania, nor does it have any evidence on that and pledged to cooperate with the government," Mr Abbasi said.

"During the talks, the WHO agreed to strictly follow guidelines outlined by the agency itself and ratified by the government if it wants to get any additional information from the Tanzanian government."

Ms Chaib subsequently told reporters in Geneva that WHO had not received any information after it had requested Tanzanian authorities to assess potential risks from the recent incidences.

But she said WHO had advised against any punitive actions against Tanzania.

"What we need to do is to continue communicating with them and provide them with help and expertise. We cannot sanction a country. It is not our mandate," she said.

WHO member states, of which Tanzania is one, are obligated under international health regulations to inform WHO of any suspected Ebola cases.

If Ebola has reached Tanzania, it would be a serious development in the spread of the virus. It has killed more than 2,000 people in eastern Congo since August 2018.

KENYA :

Kenya: prêt d'environ 450 millions de dollars par le Japon

26 septembre 2019/sahel-intelligence.com

Le Japon a accordé au Kenya un prêt d'environ 450 millions de dollars pour la construction d'un pont dans la ville portuaire de Mombasa, a annoncé Katsutoshi Komori, ambassadeur du Japon à Nairobi. Le projet, qui devrait commencer en 2021, reliera l'île de Mombasa à Likoni, sur le continent. Sa mise en service «devrait réduire les pertes économiques causées par les embouteillages et permettre à Mombasa de réaliser son plein potentiel», a expliqué le diplomate Komori.

Le ministre kényan des finances par intérim, Ukur Yatani, a affirmé, pour sa part, que «l'achèvement du pont sur le canal va considérablement désencombrer la ville de Mombasa en offrant une alternative aux ferries de Likoni, permettant ainsi la libre circulation des navires devant accoster au port de Kilindini ».

Actuellement, les ferries de Likoni transportent environ 300.000 personnes et 6.000 véhicules par jour.

7 morts dans l'effondrement d'une école au Kenya

23 septembre 2019/bbc.com

Au moins sept morts et des dizaines de blessés ont été enregistrés après l'effondrement d'une école à Nairobi.

Au moins sept enfants sont morts après l'effondrement d'une classe dans une école primaire de Nairobi, la capitale kenyane.

La structure en bois de l'école Precious Talent Top School s'est effondrée quelques minutes seulement après le début de la journée de cours ce lundi.

Des dizaines de personnes ont été blessées et transportées dans les hôpitaux de la ville. Les services d'urgence sont sur les lieux du drame.

Les sauveteurs auraient eu du mal à se rendre à l'école en raison de la grande foule qui s'est rassemblée à proximité.

"Jusqu'à présent, nous pouvons confirmer que nous avons sept morts et 57 autres individus sont hospitalisés", a déclaré un porte-parole du gouvernement à des journalistes devant l'école de Dagoretti.

Le directeur de l'école, Moses Ndirangu, a attribué l'effondrement à la construction d'une conduite

d'égout à proximité qui, selon lui, a peut-être affaibli les fondations du bâtiment.

L'incident s'est produit peu avant 7 heures, heure locale (4 heures GMT), et des dizaines d'enfants ont été rapidement évacuées des lieux.

La Croix-Rouge du Kenya a transféré des enfants à l'hôpital national Kenyatta.

Les habitants en colère se sont plaints de la lenteur des équipes d'intervention d'urgence, rapporte Ferdinand Omondi, de la BBC, à Nairobi.

Les images sur les médias sociaux montrent des centaines de résidents rassemblés autour du site pendant que les sauveteurs fouillent les décombres.

Des livres, des bureaux et des chaises sont visibles parmi les débris. Le gouvernement a ouvert une enquête sur la cause de l'accident.

ANGOLA :

AU/AFRICA :

Au Mozambique, deux attentats islamistes font douze morts

africa.la-croix.com/ 26 septembre 2019

Alors que, depuis deux ans, au moins 300 civils ont péri dans les violences perpétrées par les djihadistes, le chef de l'État a reconnu pour la première fois que le retour à l'ordre avait pris du retard. Dans le nord du pays, deux attaques distinctes ont fait douze victimes lundi 23 septembre.

Douze morts se sont ajoutés aux plus de 300 civils tués depuis deux ans dans le nord du Mozambique. En cause, la multiplication des raids djihadistes dans la province du Cabo Delgado, près de la frontière avec la Tanzanie, qui a entraîné le déplacement de dizaines de milliers d'habitants.

Lundi 23 septembre, deux nouvelles attaques ont été perpétrées dans cette région par un groupe islamiste. À un mois des élections générales, le président Filipe Nyusi reconnaît, pour la première fois, que le retour au calme s'avère plus long que prévu.

La moitié des maisons incendiées

Dans le district de Mocimba da Praia, c'est le village de Mbau, qui a été visé. Dix habitants y ont été assassinés tandis que la moitié des maisons et le local du parti au pouvoir (Frelimo) ont été incendiés.

« Quand ils sont entrés dans le village, [les djihadistes] sont tombés sur un groupe de jeunes gens qui buvaient de l'alcool. Beaucoup ont été tués, a déclaré à l'AFP Assane Issa, un responsable local. Les villageois se sont ensuite enfuis dans les bois. » Toujours d'après ce responsable, la police antièmeute est alors intervenue, parvenant à faire fuir les assaillants au terme d'une fusillade qui s'est achevée vers 1 heure du matin.

Plus tôt ce même jour, le village de Mindumbe, situé à quelques dizaines de kilomètres au sud, a aussi été pris pour cible. « Les insurgés ont surpris deux hommes dans leurs champs, ils les ont tués puis les ont décapités », a indiqué un villageois, souhaitant rester anonyme.

Le retour au calme se fait attendre

Le gouvernement de Filipe Nyusi, élu en 2015, a certes déployé d'importants renforts dans cette région qui abrite de grandes réserves de gaz sous-marins, promettant d'éradiquer les islamistes. Les résultats se font cependant attendre. Le 24 septembre, au lendemain de cette nouvelle série de violences, le chef de l'État a d'ailleurs reconnu, pour la première fois, que le retour de l'ordre dans la région avait « pris du retard ».

« Je répète ici mon rejet absolu de ces attaques [ainsi que] du climat de peur qui germe dans le pays et menace nos réussites », a-t-il affirmé dans un discours prononcé dans la capitale Maputo devant ses généraux, à la veille du Jour de l'armée.

Revendication de l'État islamique

« Le gouvernement donnera à la défense et aux forces de sécurité tous les moyens nécessaires pour déraciner cette vague d'assassinats délibérés et infliger une réponse appropriée à ces criminels », a poursuivi Filipe Nyusi.

Le groupe islamiste connu sous le nom de « shabab » n'a jamais revendiqué aucune des opérations qui lui sont attribuées. L'État islamique (EI) s'est en revanche récemment autoproclamé responsable de plusieurs attaques survenues au Mozambique, même si les experts en doutent.

Des élections présidentielles, législatives et provinciales sont prévues le 15 octobre dans le pays. Le Frelimo, parti au pouvoir depuis 1975, est donné favori.

UN/AFRICA :

US/AFRICA :

US Airstrike in Libya Kills 11 IS Fighters

September 25, 2019/voanews.com

An airstrike Tuesday on an Islamic State target in Libya killed 11 IS fighters, the U.S. military said.

The U.S. Africa Command (AFRICOM) said the airstrike near the southwestern Libyan town of Murzuq was carried out in coordination with the Libyan Government of National Accord.

"This airstrike was conducted to eliminate ISIS terrorists and deny them the ability to conduct attacks on the Libyan people," said William Gayler, director of operations at AFRICOM, using another acronym for Islamic State.

"This effort demonstrates the resolve of the U.S. and our Libyan partners to deny safe havens to terrorists," he added in a statement on Wednesday.

The U.S. conducted an airstrike in Libya last week as well. It was the first strike this year against

extremist groups in the North African country.

That airstrike also targeted an IS-Libya affiliate near Murzuq, killing eight militants. The AFRICOM commander, U.S. Army General Stephen Townsend, said at the time that the attack was intended to "eliminate terrorist leaders and fighters, and to disrupt terrorist activity."

The deteriorating security situation in Libya in recent months has allowed militants affiliated with IS to expand their presence in the southern part of the country.

For months, troops affiliated with the Government of National Accord have been fighting forces led by strongman Khalifa Haftar, commander of the self-styled Libyan National Army. The fighting has left hundreds of people dead in Tripoli and in nearby cities and towns.

Experts say IS and other extremist groups have exploited the political chaos in Libya by asserting themselves in ungoverned spaces in the Libyan desert.

"IS, al-Qaida in Maghreb and other Islamic militant groups have a growing presence in southern Libya, benefiting from the political divide and lawlessness in the country," said Kamel al-Maraash, a Libyan affairs expert in Paris.

In late 2016, the U.S. played a major role in pushing out IS militants from the strategic Libyan city of Sirte, which was an IS stronghold for nearly a year.

In recent months, however, the terror group has claimed responsibility for several deadly attacks against Libyan civilians and military personnel.

Traveling from Syria

Reports say that between 500 and 750 IS fighters are active in Libya, but some experts contend the number is higher.

"I would stay at least 2,000 [IS] fighters operate throughout Libya," said Mahmoud Masrati, a Libyan journalist who closely follows militant groups in the conflict-ridden country.

"With the war on [IS] in Syria nearly over, many of the surviving terrorists there have managed to reach Libya. So, their number is growing significantly," he told VOA.

Masrati noted that IS fighters in Libya, who are mostly foreigners, also have established ties with other IS affiliates in Africa.

In an audiotape released this month, IS leader Abu Bakr al-Baghdadi called on his followers to carry out terrorist attacks in countries in Africa, without naming Libya.

Human trafficking

IS militants in Libya "have been running human trafficking cells in the south," al-Maraash said.

Since former leader Moammar Gadhafi was toppled in 2011, Libya has become the main conduit for African migrants trying to reach Europe via the Mediterranean Sea.

"In addition to indirect funding from IS leadership in Iraq and Syria, the terror group's Libya branch has heavily relied on this illicit business [of human trafficking] to fund its terrorist activity," al-

Maraash added.

Continued U.S. efforts

Libyan officials say security forces have struggled to combat violent extremism in the country, despite continued global counterterrorism efforts.

"The battle against terrorism is still going on in conjunction with AFRICOM," Fayez al-Sarraj, prime minister of Libya's U.S.-backed government, said Monday at a conference in New York on the sidelines of the U.N. General Assembly.

"Our battle with terrorism will not end," he added.

Experts say the U.S. has a vested interest in continuing its counterterrorism strategy in Libya.

"Libya has become a major hub for terrorists, so I believe the U.S. will remain committed in its efforts to combat terrorism in Libya," al-Maraash said.

CANADA/AFRICA :

AUSTRALIA/AFRICA :

EU/AFRICA :

EU-Africa: Improved African exports cut the trade deficit by more than 95% between 2015 and 2018

Thursday, 26 September 2019/ecofinagency.com

(Ecofin Agency) - The trade deficit Africa recorded in exchanges with the European Union (EU) dropped by 95.2 % between 2015 and 2018, according to data provided by the European Commission.

While Africa suffered a €21 billion deficit in exchanges with the EU in 2015, the figure significantly shrunk to only €1 billion in 2018. This is way below the \$14 billion deficit recorded with Russia and the \$6 billion deficit with China.

The European Commission said the strong recovery of Africa is driven by the increase of exports. From €133 billion in 2015, African exports to the EU jumped 13.5% to €151 billion last year. Meanwhile, imports from the EU slightly dropped from €154 billion in 2015 to €152 billion in 2018.

Last year, over 65% of goods shipped to the EU from Africa included agricultural, mining, and energy primary goods; while 70% of goods exported from the EU were manufactured goods. Over the period, Central, Southern, and Western Africa recorded a trade surplus of €2 billion. Northern and Eastern Africa saw a deficit of about €6 billion (in the entire Maghreb region). Moutiou Adjibi Nourou

CHINA/AFRICA :

INDIA/AFRICA :

BRAZIL/AFRICA :

EN BREF, CE 26 Septembre 2019... AGNEWS/DAM, NY, 26/09/2019